ISSN 1662 – 4599

31 octobre 2011
11e année
N° 43

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'Europe, à la croisée des chemins, a besoin de plus de responsabilité individuelle et de coopération entre nations souveraines

Le monde peut faire mieux que le simple centralisme

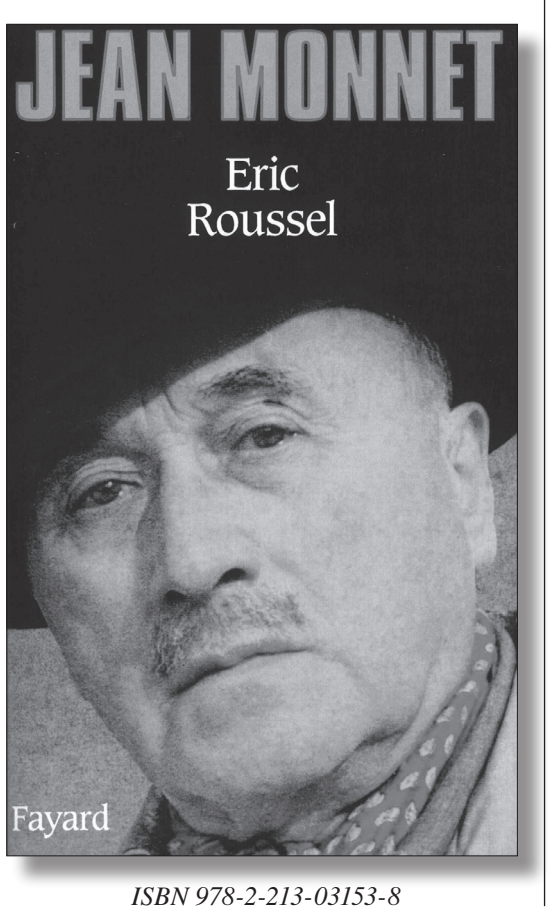
par Werner Wüthrich

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe était en ruines et il s'agissait de procéder à la reconstruction. Les Etats-Unis, puissance victorieuse, soutinrent cette tâche grâce au *Plan Marshall*. Pour appliquer le projet le plus efficacement possible, 17 pays d'Europe de l'Ouest fondèrent l'*Organisation européenne de coopération* économique (OEC*E)* qui avait son siège à Paris. Il est remarquable qu'on ait réussi alors à y intégrer la Yougoslavie. Ces 17 pays entreprirent la reconstruction de l'Europe dans une coopération entre Etats souverains. Ils réglementèrent la répartition et la destination des 13 milliards de dollars de l'«aide Marshall», rétablirent les opérations de paiements internationales, rendirent à nouveau possible la circulation des capitaux et ils commencèrent avant tout à faciliter les échanges commerciaux en supprimant les droits de douane et autres entraves aux frontières. C'est l'OECE qui coordonna et pilota ce processus qui fut un succès dont on ne parle plus guère aujourd'hui.

La Suisse fit partie de cette organisation dès le début et y joua un rôle actif. Issus d'un pays neutre, ses représentants furent souvent sollicités pour diriger entretiens et conférences. Les résultats économiques des pays coopérant de manière souveraine au sein de l'OECE doublèrent rapidement, le volume des exportations tripla et l'Allemagne commença à parler de «miracle économique». L'intégration européenne avait bien commencé.

Directives politico-économiques des Etats-Unis

Mais l'idée de créer une institution supranationale pour les pays d'Europe occidentale eut un effet négatif. *Jean Monnet* passe aujourd'hui pour être le père et l'architecte de ce concept. Il entretenait des relations étroites avec les Etats-Unis, car il y avait passé la moitié de sa vie. En 1926, il devint président de la grande banque américaine *Investment-bank Blair & Co.* Un peu plus tard, il fonda, toujours aux Etats-Unis, son propre établissement, la banque *Monnet, Murname & Co.*



ISBN 978-2-213-03153-8

> «Le décentralisme est […] un aspect essentiel de l'esprit européen. Par conséquent si nous voulions essayer d'organiser l'Europe de manière centraliste, de la soumettre à une bureaucratie planificatrice et à la fondre en même temps en un bloc plus ou moins fermé, ce serait trahir l'Europe et son patrimoine. Trahison d'autant plus sournoise qu'on la commettrait au nom de l'Europe et en abusant de ce terme.»
>
> *Wilhelm Röpke, «Jenseits von Angebot und Nachfrage», 1958*

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il joua un rôle central dans l'économie de guerre. Ses contacts avec les milieux financiers et gouvernementaux américains étaient plus importants et étroits qu'avec les gouvernements européens. *Jean Monnet et les milieux financiers et économiques qui le soutenaient ne voyaient pas l'avenir de l'Europe dans une libre coopération d'Etats souverains: ils voulaient enserrer les pays européens dans un «corset» supranational. Leur objectif fut* dès le début de créer un Etat fédéral à l'américaine, les Etats-Unis d'Europe. Les Etats-Unis, qui étaient sortis de la guerre en grande puissance impérialiste, eurent une influence déterminante sur l'intégration européenne.

Jean Monnet entretenait des liens d'amitié étroits avec *John Foster Dulles*, ministre américain des Affaires étrangères entre 1953 et 1959 qui dès 1941 avait écrit dans un article que *l'Europe devait être réorganisée de manière centraliste après la guerre et que ce serait «insensé» d'accorder aux différents Etats européens la pleine souveraineté.* Et il ne faut pas oublier un autre aspect, d'ordre économique: Après la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre de groupes industriels américains commencèrent de s'installer dans de nombreux pays européens ou de racheter des entreprises européennes. Leurs lobbyistes exigeaient des conditions uniformes sur le marché européen. Un grand Etat fédéral à l'américaine correspondait beaucoup mieux à leur modèle économique qu'un ensemble de nations souveraines coopérant librement.[1]

Création de la CEE

En 1955, la Conférence de Messine décida que les économies de la Belgique, de l'Italie, de la RFA, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas devaient être harmonisées. Les droits de douane et les entraves au commerce aux frontières devaient être supprimés et une autorité centrale, supranationale, devait déterminer la politique économique commune, dont l'agriculture faisait partie. Une union douanière comportant des frontières extérieures communes devait en constituer le cadre. Cette politique constituerait la base d'une unité étatique future. Les 6 gouvernements se fixèrent comme premier objectif de supprimer complètement leurs droits de douane en l'espace de 10 ans. La CEE fut fondée à Rome en 1957.

Le «corset» supranational fut une erreur

La politique menée en coulisses par les stratèges américains était fondée sur l'idée que seule la CEE était garante du développement économique et de la paix. Les Etats européens avaient besoin d'un «corset» qui les tienne ensemble car sinon, ils s'entredéchireraient. *Cette idée est un mythe qui ne correspond absolument pas à la réalité de l'Europe de l'après-guerre et aux spécificités des pays. La formule propagandiste actuelle selon laquelle c'est à ce concept que les Européens doivent la paix est non seulement fausse mais dangereuse.*

Il faudrait dire une fois pour toutes aux stratèges politiques américains qu'on ne peut pas imposer d'en haut un Etat fédéral et qu'il doit, comme en Amérique, être édifié librement de bas en haut s'il est voulu démocratiquement par les peuples concernés. Je suis convaincu que les causes profondes des difficultés rencontrées aujourd'hui par l'UE résident dans cette mauvaise approche et dans le refus de considérer ce défaut de construction.

Trahison de l'Europe

De nombreux économistes, avant tout les pères fondateurs ordo-libéraux de l'économie sociale de marché en Allemagne comme *Ludwig Erhard, Wilhelm Röpke* et d'autres, étaient sceptiques dès le début. C'est Röpke (1899–1966) qui a exprimé ce scepticisme de la manière la plus nette: «Le décentralisme est […] un aspect essentiel de l'esprit européen. Par conséquent si nous voulions essayer d'organiser l'Europe de manière centraliste, de la soumettre à une bureaucratie planificatrice et à la fondre en même temps en un bloc plus ou moins fermé, ce serait trahir l'Europe et son patrimoine. Trahison d'autant plus sournoise qu'on la commettrait au nom de l'Europe et en abusant de ce terme. […] le meilleur moyen d'éviter la guerre consiste à renforcer le sentiment d'appartenance spirituelle et morale.» (W. Röpke, 1958, «Jenseits von Angebot und Nachfrage»). On peut également dire que l'Europe, en tant qu'«unité attachée à la paix» n'est possible que dans un esprit de «réconciliation des antagonismes sans élimination des particularités» en tant que communauté «au sein de laquelle les grands et les petits Etats trouvent leur espace existentiel». (*Alfred Müller-Armack*, 1959).

A l'époque, la position de la Suisse était nette et le Conseil fédéral avait une ligne politique commune: «La volonté d'indépendance du peuple suisse s'oppose par conséquent à une adhésion à la communauté. Une nation qui doit son existence non pas à l'unité de langue, de culture ou d'origine, mais à une volonté politique, *ne peut pas consentir à un affaiblissement progressif de son indépendance politique*.» (*Feuille fédérale*, 1960, p. 889)

Le Traité de l'Elysée, contribution du général de Gaulle à la question européenne

Charles de Gaulle s'était retiré de la politique en 1946 et il vécut pendant de nombreuses années en simple citoyen observateur des événements politiques. Il ne participa pas aux travaux préparatoires en vue de la fondation de la CEE. Il fut «appelé» à reprendre les rênes de l'Etat lorsque la France, à la suite de la guerre d'Algérie, se trouvait dans le pétrin et qu'elle était divisée. Le Général devint, le 21 décembre 1958, une année après la créa-

Suite page 2

Elections parlementaires 2011 en Suisse

Nous félicitons tous les députés du Conseil national et du Conseil des Etats de leur élection et leur souhaitons le courage, la modestie et la compétence de préserver le petit Etat de la Suisse, son modèle de démocratie spécifique et ses citoyens de toute tentative, par des grandes puissances tombées en déconfiture, de mettre le grappin sur notre pays. Nous mesurerons leurs actions à cette aune-là.

La rédaction d'Horizons et débats

«L'Europe, à la croisée des chemins, …»
suite de la page 1

tion de la CEE, le premier président de la Ve République. Il parvint à mettre un terme à la guerre et à accorder leur indépendance à l'Algérie et au reste des colonies. La France prenait un nouveau départ dans la dignité.

De Gaulle avait une vision pour l'Europe. Il parla souvent d'une «Europe des patries», d'une libre association d'Etats souverains. C'est dans cet esprit que fut signé, en 1963, au Palais de l'Elysée, le Traité d'amitié franco-allemand (Traité de l'Elysée) entre *Konrad Adenauer* et *Charles de Gaulle.* A mes yeux, les relations d'amitié entre ces deux grands hommes d'Etat ont contribué à ce que des conflits militaires entre les deux grandes puissances européennes soient devenus inimaginables. Le Traité de l'Elysée engageait les deux gouvernements à organiser des consultations régulières sur toutes les questions importantes. Des rencontres au niveau gouvernemental devaient avoir lieu à intervalles réguliers.

Je renvoie à ce sujet à deux articles parus dans *Horizons et débats* du 17 octobre dernier: l'un est intitulé «L'Europe des nations – une autre manière de penser» et l'autre, de *Jean-Rodolphe von Salis*, «Général de Gaulle – Analyse d'un phénomène», qui date de 1968.

Création de l'Association européenne de libre-échange (AELE)

Après la création de la CEE, les pays qui voulaient continuer à coopérer librement en tant qu'Etats souverains se regroupèrent autour d'un projet commun. L'OECE avait jusque-là parfaitement fonctionné. Le 4 janvier 1960, la Suisse, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Portugal signèrent la Convention de Stockholm qui constituait la base de l'*Association européenne de libre-échange (AELE)*. L'article 3 stipulait que les Etats signataires devaient, en l'espace de 10 ans, supprimer les droits de douane et les restrictions aux importations. La Convention autorisait des exceptions pour le cas où un Etat membre connaîtrait des difficultés financières. Pour l'essentiel, elle se limitait au commerce des biens industriels. L'article 21 précisait que l'agriculture était un cas particulier. Ses produits n'étaient pas visés par la suppression des droits de douane. Les différences entre la CEE et l'AELE apparaissaient entre autres également dans le fait que la CEE employait alors déjà à Bruxelles 5000 fonctionnaires (ils sont 50 000 aujourd'hui). Seules 150 personnes travaillaient au Secrétariat de Genève (elles ne sont plus que 90 aujourd'hui, car l'AELE compte moins d'Etats membres).

Dans le Préambule de la Convention, les 7 Etats signataires de l'AELE affirmaient leur détermination à faire tout leur possible pour éviter une nouvelle division de l'Europe. L'AELE devait préparer le terrain à un accord entre tous les membres de l'OECE, qui fut dissoute tout de suite après la création de l'AELE.

Comme prévu, les droits de douane et les entraves au commerce ont été largement abolis au bout de 10 ans, et cela parallèlement dans la CEE et l'AELE. C'est pourquoi plus rien ne s'opposait à une large zone de libre-échange des deux organisations. En 1972 fut signé l'important *Accord de libre-échange entre la Communauté européenne et l'AELE*. Ce texte consolida la coopération au sein de l'Europe pour les décennies ultérieures, jusqu'à aujourd'hui. *Si la CE en était restée là et n'avait pas débauché des membres de l'AELE, l'Europe aurait pu évoluer positivement jusqu'à aujourd'hui et les pays n'auraient pas connu les turbulences politiques et économiques actuelles*.

L'AELE aujourd'hui

Au cours des années, d'autres pays ont adhéré à l'AELE: l'Islande en 1971, la Finlande en 1986, et le Liechtenstein en 1991. Mais aujourd'hui, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Autriche, le Portugal, la Suède et la Finlande n'en font plus partie car ces pays ont adhéré à l'UE. Leurs gouvernements ne l'avoueront jamais officiellement, mais certains l'ont regretté. Les peuples sont moins réservés dans leur attitude. De larges couches de leurs populations souhaitent la sortie de l'UE. Les portes de l'AELE sont ouvertes à toutes les forces qui désirent organiser l'avenir de l'Europe sur la base d'une coopération de nations souveraines dans un esprit libéral et responsable.

> **«Une autre manière de penser»**
>
> «Ne sommes-nous pas, actuellement, en ces temps de crise économique mondiale, dans une situation semblable où l'issue du drame est encore inconnue? Où les recettes toutes faites ne peuvent nous aider? Où l'expérience historique, la raison, la mesure et le respect des valeurs éthiques doivent nous aider à trouver une voie praticable pour tous les peuples égaux en droits? Il vaut la peine de prendre l'idée d'Europe des Nations comme point de départ d'une réflexion sur une voie nouvelle permettant de sortir de la politique de contrainte et d'exploitation mutuelle, de domination et de subordination. Et nous ne pourrions que profiter du sérieux et du sens des responsabilités que manifesta la génération qui vit de ses propres yeux à quoi avait abouti la folie de la politique de grande puissance.»
>
> *«L'‹Europe des Nations› – une autre manière de penser», in: «Horizons et débats» du 17/10/11*

En 2001, la Convention de l'AELE a été totalement refondue. La nouvelle fixe, entre les Etats qui restent, c'est-à-dire la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, des rapports juridiques comparables à ceux établis entre la Suisse et l'UE par les *Bilatérales I*. En fait partie la libre circulation des personnes. Ont également été intégrées des règles concernant le commerce des services, la circulation des capitaux et la protection de la propriété intellectuelle. Depuis, la Convention est régulièrement adaptée, en particulier pour tenir compte des relations bilatérales entre la Suisse et l'UE. Les trois autres pays de l'AELE ont adhéré entre-temps à l'EEE.

Depuis les années 1990, les accords de libre-échange ont pris de l'importance dans l'économie mondiale. Depuis que le *Cycle de Doha* de l'OMC a échoué, cette tendance s'est renforcée. Depuis quelques années, les Etats de l'AELE ont commencé à étendre leurs partenariats commerciaux au-delà de l'Europe. *Aujourd'hui, l'AELE dispose dans le monde entier d'une quantité d'accords de libre-échange sur mesure.*

Comment l'AELE mène ses négociations en matière d'accords de libre-échange

Les partenaires de l'AELE mettent en commun leurs intérêts lors de pourparlers préliminaires. A tour de rôle, un membre joue le rôle de porte-parole alors que les autres participent également activement au processus négociateur. Lorsque celui-ci est terminé, chaque Etat ratifie l'accord conformément à ses propres règles constitutionnelles. Dans le domaine agricole, les partenaires négocient séparément car les Etats-membres de l'AELE continuent de mener des politiques agricoles différentes. Cette approche est efficace et l'échec de Doha en a confirmé la justesse. Pendant 10 ans, l'OMC a vainement essayé d'enfermer avant tout la politique agricole de ses 151 membres dans un «corset» unifié.

Regard rétrospectif et prospectif

La CEE, fondée selon des directives américaines, a divisé l'Europe de manière plus durable que le rideau de fer et cela de deux manières:

D'une part, elle a sonné le glas de l'OECE qui avait, de 1948 à 1960, assuré avec un vif succès la libre coopération d'Etats souverains. Les pays qui y tenaient et ne voulaient pas adhérer à la CEE supranationale créèrent certes l'AELE en 1960, mais le mal était fait et la cohésion européenne s'en trouva affaiblie. La première victime de cette politique fut la Yougoslavie qui, en tant que pays non-aligné, était intégrée dans l'OECE et se vit alors privée de patrie politique. Le pays se retrouva «assis entre deux chaises», selon l'expression familière. On aurait probablement pu éviter l'effondrement et la guerre si l'on avait réussi à maintenir la Yougoslavie dans le «bateau».

D'autre part, la création de la CEE a divisé les forces politiques des différents pays en mouvements et partis dont les uns souhaitent une Europe faite d'une libre association de nations souveraines et les autres une Europe gouvernée de manière centralisée. La Suisse, grâce à l'engagement courageux des citoyens, a réussi à tirer au clair cette question fondamentale au moyen de plusieurs votations. En 1992, le Conseil fédéral a prôné à grand renfort de propagande non pas l'adhésion mais la reprise automatique du droit européen. Les citoyens s'y sont opposés. En 2001, une large majorité de 71% des citoyens a repoussé l'ouverture de négociations d'adhésion. Toutefois, depuis la votation de 1992 sur la CEE, la population est divisée entre partisans et adversaires de l'adhésion.

L'évolution de l'AELE est une success story. Son réseau d'accords sur mesure s'étend de plus en plus. La liste des accords conclus ces dernières années est impressionnante. Actuellement, un accord de libre-échange avec l'Inde est proche de la signature. La coopération fonctionne sans grande bureaucratie et il n'y a jamais eu de scandale comme dans l'UE: il y a dix ans, toute la Commission européenne de Bruxelles a dû être remplacée pour corruption.

Certes, certains pays sont passés à l'UE. Pourquoi? Parce que le pouvoir est à Bruxelles et que c'est là que sont prises les décisions «importantes»? Parce que Bruxelles verse des milliards d'euros d'aides? Je laisserai ouverte ici la question de savoir si la décision de ces pays était judicieuse. C'est à leurs citoyens d'y répondre.

L'UE s'avère être aujourd'hui un colosse très lourd qui s'empare de plus en plus des compétences des Etats nations. En revanche, l'AELE est souple, n'entraîne pas de coûts importants et peut mieux tenir compte des besoins de ses membres et de ses partenaires. En ces temps de crise, la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande sont aujourd'hui dans une bien meilleure situation que presque tous les pays de l'UE. Les problèmes de l'Islande n'ont rien à voir avec l'AELE. Cela ne confirme-t-il pas les avantages du modèle AELE?

> En novembre 2010, l'organe de contrôle financier de l'Union européenne, la Cour des comptes européenne, a refusé pour la 16e fois consécutive, depuis 1994, d'accepter les dépenses de l'UE.
>
> *Source: www.openeurope.org.uk/media-centre/pressrelease.aspx?pressreleaseid=150*

Il y a une autre raison pour laquelle le «concept AELE» est porteur d'avenir. La lourde OMC est elle-même en crise et après l'échec du *Cycle de Doha*, on ne sait pas ce qu'elle va devenir.

Comme c'était déjà prévu pour l'essentiel en 1955, l'UE est devenue une union politique qui prend ses décisions à la majorité et possède à Bruxelles un centre de pouvoir très coûteux. Il joue un rôle en politique internationale mais n'a pas assez de pouvoir pour tenir tête aux Etats-Unis. C'est probablement la politique menée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par les Etats-Unis qui a divisé les efforts d'intégration des différents pays, selon la devise «divide et imperia» («diviser pour régner»).

Des Etats-Unis d'Europe?

La crise de l'euro et de la dette pousse aujourd'hui l'UE à envisager de nouvelles mesures centralistes. On augmente massivement le «fonds de sauvetage de l'euro» et on va le transformer en une institution permanente: le MES. On envisage que Bruxelles émette des euro-obligations. On a créé des mécanismes visant à aplanir encore davantage les différences entre les pays. L'UE doit devenir une «union de transfert» et une «communauté de garanties». Le gouvernement européen décide de questions importantes concernant l'économie et les finances. Les pays qui ne respectent pas les règles perdent leur souveraineté et on les met sous tutelle. Les peuples devraient pouvoir se prononcer sur ce concept lors de référendums. (cf. à ce sujet K. A. Schachtschneider, *die Rechtswidrigkeit der Euro-Politik. Ein Staatsstreich der politischen Klasse*, 2011, ISBN 978-3-86445-002-0)

«Plus d'Etat central – plus d'Europe» est de nouveau un slogan propagandiste. En 1958 déjà, l'économiste allemand Wilhelm Röpke qualifiait ce projet de «trahison à l'Europe et au patrimoine européen», trahison «d'autant plus sournoise qu'on la commettrait au nom de l'Europe et en abusant de ce terme».

> **«Ce ne sont que des formes extérieures»**
>
> «Une des idées fondamentales du Général de Gaulle concernant l'histoire était que les régimes politiques, les structures sociales et les idéologies ne sont que des formes extérieures que les Etats et les peuples se donnent au cours de l'histoire et que leurs racines et leurs intérêts permanents sont plus forts que tous les bouleversements et que même les mouvements révolutionnaires retrouvent nécessairement peu à peu les voies de l'histoire nationale.»
>
> *J.R. von Salis, «Kriege und Frieden in Europa», p. 234*

L'AELE: modèle alternatif

Tandis que l'UE resserre son corset supranational, l'AELE étend son réseau d'accords de libre-échange sur mesure à tous les continents. En tant que successeur de l'OECE, l'AELE a prouvé son efficacité pendant 50 ans. L'OECE, l'AELE, le Traité d'amitié entre la France et l'Allemagne de 1963 et l'important Traité de libre-échange de 1972 entre la CE et l'AELE ont préparé le terrain pour une coopération pacifique et responsable d'Etats souverains européens. En revanche, le «corset» de l'UE n'a pas vraiment amené le rapprochement en matière économique, sociale et de mentalités qui serait nécessaire pour créer un Etat fédéral; il a entraîné une évolution problématique et rendu l'avenir incertain. Et les milliers de milliards d'aides financières provenant de divers fonds qui, au cours des dernières décennies, ont été versées principalement aux pays du Sud, n'ont pas apporté ce que Bruxelles escomptait. Il est dangereux de poursuivre sur cette voie car cela pourrait transformer les pays européens en une zone de crises économiques, politiques, sociales et sécuritaires.

Les voix indépendantes d'une Europe de la raison et de l'objectivité doivent avoir leur mot à dire dans le débat public et remettre à leur place les forces antidémocratiques.

Et que va faire la Suisse?

Ces jours-ci, le Conseil fédéral discute d'un projet d'accord-cadre avec l'UE. Or il est contraire à l'idée fondamentale d'une coopération entre Etats souverains qui est à la base de l'AELE, car le droit de l'UE devrait être repris automatiquement. En Suisse, le débat autour de plus ou de moins de centralisation se poursuivra et cette fois, le peuple aura certainement le dernier mot. •

[1] cf. A. Bracher, *Europa im amerikanischen Weltsystem*, Basel, 2007 et l'article «Jean Monnet envoyé spécial du Président Roosevelt», *Horizons et débats* nº 25 du 27/6/11

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«L'Europe a besoin de vertus slovaques»

hd. Peter A. Fischer éclaire de façon originale et réjouissante la position du porte-parole du Parlement slovaque actuel Richard Sulík, à partir d'un point de vue fondamental. «L'Europe a besoin de vertus slovaques. L'économie de marché n'a pas échoué, on l'a fait sauter. Pour prospérer, l'Europe doit se souvenir de ses forces. Les Slovaques, les Estoniens ou les Finlandais montrent comment faire». Le débat concernant la débâcle financière aux USA et en Europe doit urgemment être ramené dans le concret. La situation ne peut pas s'améliorer sans que les différents pays et leurs économies nationales se réapproprient la responsabilité pour leurs actions en unités chiffrables. Les citoyens de nos pays participent évidemment à la réflexion, mais seulement tant que les réflexions restent réalistes. «L'Europe et la Suisse ont leur avenir en main», dit Fischer. «Une Europe prospère a besoin de plus de Slovaques, Estoniens et Finlandais conscients de leurs responsabilités», pas de polémique là-contre. «La Suisse aussi pourrait être un modèle. Il est possible de se sortir d'une crise conformément aux conditions du marché», mais à condition de revenir aux principes de liberté et de responsabilité. Pour chaque PME et chaque entreprise agricole cela va de soi. Pour les pays d'Europe de l'Est, ce débat de fond a une toute autre dimension. Ils savent ce qu'une dictature centralisatrice entraîne avec elle et ils ne voudront pas recommencer une nouvelle fois à se soumettre à une politique de grande puissance. Le discours de Richard Sulík devant le Parlement slovaque du 11 octobre 2011 doit par conséquent nous faire réfléchir.

Discours de Richard Sulík sur le plan de sauvetage de l'euro, prononcé devant le Parlement slovaque le 11 octobre

Richard Sulík (photo Pavol Frešo/ Wikimedia)

Il y a seize mois, le 12 juin 2010 exactement, les citoyens ont donné à un gouvernement de droite le mandat, après quatre ans de vol et de népotisme, de faire de la Slovaquie un pays meilleur. Nous avons trouvé une entente concernant la composition du gouvernement ainsi que ses thèses principales. Un mois plus tard nous avons proclamé ici au Conseil national le programme gouvernemental. Celui-ci contient les phrases suivantes:

«Le gouvernement de la République de Slovaquie est unanime pour le maintien de la souveraineté des Etats membres dans le cadre de la politique sociale et économique […].»

«Pour la Slovaquie, il est très important de stopper l'endettement des générations futures […].»

«Une partie des changements doit contenir un mécanisme évident de faillite dirigée contre un pays qui pratiquerait sur la durée une politique budgétaire irresponsable».

Je constate que le renforcement du plan de sauvetage de l'euro contredit clairement ces phrases et donc de même la déclaration du programme gouvernemental.

Chaque collaboration doit être basée sur des règles claires. C'est pourquoi nous avons conclu, après les élections, un accord de coalition qui dit, dans son article II, point 5: «Toutes les décisions de principe et les ordonnances du gouvernement de la République slovaque, du Conseil national de la République slovaque ainsi que du Conseil de la coalition sont prises d'entente avec tous les partenaires de la coalition».

A l'article VI, point 1 on peut lire: «Si l'un des partenaires de la coalition devait soutenir l'opposition – lors d'un vote sur une affaire importante – contre la volonté des autres partenaires de la coalition, cela représenterait une grave atteinte aux droits des partenaires restants.»

Je constate que dans l'affaire du plan de sauvetage de l'euro, nous aurons une atteinte grossière au contrat de coalition.

Notre gouvernement est probablement unique dans le monde, puisqu'il relie le vote de confiance au vote sur le plan de sauvetage de l'euro, qui est clairement en contradiction avec la déclaration sur le programme gouvernemental, avec le contrat de coalition et avant tout avec le bon sens.

Qu'est-ce au fond que ce plan de sauvetage de l'euro, à cause duquel on veut faire tomber le gouvernement?

Le Parlement slovaque à Bratislava. (photo Mare Ryckaert/wikimedia)

Au mois d'août de l'année dernière, le Conseil national a ratifié le premier plan provisoire de sauvetage de l'euro. Avec entre autres les voix du parti *SaS*. A l'époque, nous avons donné nos voix avant tout pour trois raisons. Il ne devait s'agir que d'une mesure temporaire de trois ans, rien que des Etats et non des banques devaient être sauvées, et finalement on ne devait accorder des crédits qu'à des pays sur le remboursement desquels on pouvait compter.

Une année plus tard, plus rien de tout cela n'a cours. C'est une déficience de la monnaie commune. Plus aucun accord, plus aucun engagement n'est valable, on ne peut tabler sur rien. Le plan de sauvetage de l'euro ne sera plus introduit à titre provisoire, on peut aussi sauver des banques, et par le deuxième crédit accordé à la Grèce on a jeté les derniers principes par-dessus bord.

Si le plan de sauvetage de l'euro n'était valable qu'à titre provisoire, comme cela a été convenu à l'origine, on aurait pu sauver des Etats. Du volume de départ à hauteur de 250 milliards d'euros on a accordé 70 milliards à l'Irlande et au Portugal, il restait donc encore 180 milliards dans le pot avec lesquels on pourrait sauver bien des pays d'Europe.

La zone euro ne se compose pas de cent ou deux cents pays, mais seulement de 17, de sorte qu'il est facile d'analyser la situation individuellement. Nous constatons que le sauvetage de quatre petits pays tels que la Belgique, la Slovénie, Malte et Chypre, ainsi que deux grands pays – l'Espagne et l'Italie – entre en ligne de compte. Pour le sauvetage des petits pays, ces 180 milliards qui sont immédiatement disponibles dans le plan de sauvetage provisoire, suffisent. Pour le sauvetage des deux grands pays, même le plan augmenté ne suffira pas.

C'est la raison pour laquelle je demande, pourquoi il est nécessaire d'augmenter ce plan de sauvetage, si par la seule augmentation, aucun autre pays ne sera sauvé? Cette question revêt son importance surtout aux yeux de ceux qui utilisent le terme de «solidarité» dans leur argumentation. Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'envisager un nouveau changement important: une modification des compétences. Cette modification a été adoptée le 21 juillet, tacitement et sans aucune discussion publique. Dans le cadre de l'acceptation de cette modification, le plan de sauvetage de l'euro obtient le droit d'acheter des emprunts d'Etat, d'accorder à n'importe quel pays un crédit et surtout de sauver des banques également dans des pays sains.

Comme il ressort d'un rapport du *Fonds monétaire international,* il manque aux banques 200 milliards d'euros et – tiens! – c'est presque exactement le montant dont le volume du plan de sauvetage de l'euro doit être augmenté, de 250 à 440 milliards. La France a déjà fait savoir qu'elle aimerait bien sauver ses banques avec les moyens du FESF (Fonds européen de stabilité financière), parce que dans le cas d'un assainissement individuel, la notation de son pays pourrait se détériorer.

«L'Europe devrait effectuer un retour à l'essentiel qui, au lieu de la conduire à une union de dettes, la mènerait à une intégration flexible, qui favorise le libre jeu des marchés de par l'intégration économique et de ce fait laisse beaucoup de place pour la liberté et le principe de concurrence. Il est nécessaire d'instaurer une intégration qui favorise une certaine solidarité – autant que le peuple en souhaite démocratiquement – dans le cadre d'une péréquation financière efficace et qui s'engage en faveur de davantage de responsabilité personnelle. Les Etats qui se sur-endettent doivent en premier lieu être disciplinés par le marché. Des investisseurs et des banques qui financent une économie de dettes intenable, doivent se porter garant de leurs actes. La meilleure alternative à la recapitalisation forcée est l'exécution forcée. Une union monétaire a un sens si ses membres se sentent contraints de s'en tenir à une culture de stabilité comparable. Pour tous les autres, le chemin doit mener à une sortie de l'union.»

Source: Peter A. Fischer: «Europa braucht slowakische Tugenden» (L'Europe a besoin de vertus slovaques), in: «Neue Zürcher Zeitung» du 15–16/10/11

Je constate que par le renforcement du plan de sauvetage de l'euro, la Slovaquie sauvera des banques étrangères.

Je constate que la Slovaquie a assaini seule ses propres banques, donc uniquement avec les moyens des contribuables slovaques, il est à présent d'autant plus incompréhensible que des banques étrangères doivent être sauvées. La Slovaquie est le pays le plus pauvre de la zone euro. De même, nous avons les salaires les plus bas de la zone euro. Malgré cela nous développons de la fierté et nous préférons vivre modestement plutôt que d'être aidés par quelqu'un, si cela nous faisait perdre l'autonomie et l'indépendance que nous avons conquises par la création de la République de Slovaquie en 1993. En même temps, on nous demande de payer la part la plus élevée de financements publics, c'est-à-dire plus de 35%, à la différence de notre voisin autrichien qui, comparé à nous, ne doit payer que la moitié de ce pourcentage. Pour les gens cela signifie qu'en cas d'une garantie totale, chaque citoyen de Slovaquie doit fournir 300 heures de travail pour cela; en Allemagne, 120 heures suffisent.

Je constate que la Slovaquie est le pays le plus pauvre de l'UE et qu'en même temps, comparé à ses finances publiques, elle doit payer le maximum.

En résumé, le renforcement du plan de sauvetage de l'euro est en contradiction avec la déclaration du programme gouvernemental, il constitue atteinte grossière au contrat de coalition et il est destiné avant tout au sauvetage de banques étrangères. Par ailleurs, le renforcement du plan de sauvetage de l'euro est la solution la plus onéreuse pour la Slovaquie.

Depuis que nous avons appris que le plan de sauvetage de l'euro devait être renforcé, nous essayons de débattre de ce sujet. Je l'ai abordé dans le cadre des séances du gouvernement. Nous avons proposé deux fois de convoquer le Conseil de coalition et il y a eu plusieurs rencontres des chefs de partis avec la Première ministre. Malheureusement, il n'y a pas eu de débat sérieux, toute

Suite page 4

La montagne de dettes a commencé par l'abandon de la couverture-or

Les vautours des dettes et des faillites ont le monde en main. Des pays endettés dictent leurs conditions à d'autres pays encore plus endettés, ce qui conduit ces derniers complètement à la ruine. C'est ce qui se passe avec la Grèce actuellement.

Comment en est-on arrivé à ce qu'une montagne de dettes se soit accumulée et écrase particulièrement les pays de l'ouest? Cela a commencé avec l'abandon de la couverture-or en 1971 par le président américain Nixon. Jusque-là les réserves monétaires définissaient la quantité d'argent en circulation. Avec l'abandon de la couverture-or, les planches à billets ont commencé à fonctionner. Ainsi est apparue une montagne de billets imprimés qui est dix fois plus grosse que les biens produits pendant la même période.

Les dettes ont une relation avec la culpabilité. Est-ce le besoin inassouvi d'avoir toujours plus et encore davantage qui a contaminé tout le monde, des aisés et des moins aisés? Est-ce le renoncement à l'honnêteté qui a commencé à empoisonner la vie en général? Sommes-nous passés à côté du panneau indicateur qui voulait nous montrer le chemin d'une vie remplie de sens?

R. Burger

Source: Editorial du magazine mediawatch.ch, n° 180/octobre 2011

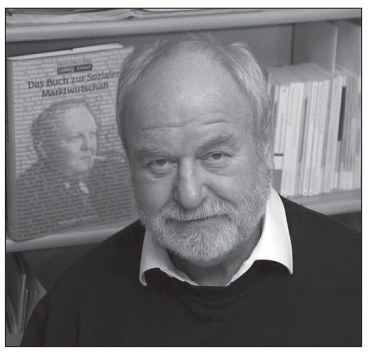
«Un retour à l'essentiel vaut le coup, notamment lors de situations complexes. La Suisse et beaucoup de pays d'Europe n'appartiennent pas par hasard aux plus riches du monde. Ils récoltent le succès de leur dur travail, d'innovations et des valeurs de base: liberté, responsabilité et concurrence. L'épanouissement et la prospérité ne viennent pas de par un fouillis de règlements ‹harmonisants› et de bienfaisantes répartitions sous tutelle, mais de par une ouverture sûre de soi, une égalité des chances libérale et par la liberté.»

Source: Peter A. Fischer: «Europa braucht slowakische Tugenden» (L'Europe a besoin de vertus slovaques), in: «Neue Zürcher Zeitung» du 15–16/10/11

«Ce qui faisait la société, la coopération et l'entraide, commence à se déchirer»

Impressions de Grèce

Interview de Günter Ederer



Günter Ederer (photo mad)

Depuis un an et demi, on a beaucoup lu et entendu sur la Grèce, pourtant les informations étaient souvent subordonnées à l'opportunité politique. On est donc content de tomber sur un journaliste indépendant qui connaît le pays par sa propre expérience. Pendant plus de 40 ans, Günter Ederer était journaliste pour l'ARD (première chaîne) et la ZDF (deuxième chaîne). De 1970 à 1982, il faisait, pour la ZDF des reportages sur la Grèce. Récompensé par 23 prix, Günter Ederer est le journaliste en économie le plus honoré de la télévision allemande. Aujourd'hui, il travaille comme journaliste en économie indépendant et parle, dans l'interview ci-après de ses impressions et en tire des conclusions qui donnent à réfléchir.

Horizons et débats: Il y a peu, vous êtes retourné en Grèce. Comment peut-on décrire la situation actuelle?

Günter Ederer: Les gens ont peur et sont désespérés. Bien sûr qu'ils savent que leur situation est due à la clique de gouvernants corrompus qui siègent à Athènes. Malgré tout ils se sentent comme sous une puissance d'occupation qui leur impose la manière dont il faut se sauver. Dans une telle situation, la remarque de la chancelière, *Angela Merkel,* «les Grecs devraient travailler davantage, comme nous autres Allemands» relevait d'une insulte et a causé de la mauvaise humeur auprès de chaque Grec.

Comment la vie quotidienne des Grecs a-t-elle changé?

L'impôt sur l'alcool a été triplé, la TVA a été augmentée à 23%, un verre de vin coûte 5 euros maintenant, les denrées alimentaires de base sont plus chères qu'en Allemagne.

Mais en même temps, les salaires ont été diminués. Nous avons fait la connaissance d'une fonctionnaire de Koznai dans le Nord de la Grèce. Son salaire a été diminué pour la troisième fois, de 100 euros chaque fois. Plus tard, à l'hôtel, nous avons rencontré un veilleur de nuit parlant tellement bien allemand que nous nous sommes vraiment étonnés. Il nous a expliqué que ce n'était pas par hasard. En fin de compte, il était professeur d'allemand à l'université et avait fait sa thèse de doctorat à l'université de Berlin. Il nous a dit: «J'assure ce service de nuit pour pouvoir joindre les deux bouts».

Mais en Allemagne, on fait toujours semblant, comme si la masse de la population devait descendre un tout petit peu d'un niveau très élevé, en ne considérant cependant que les fonctionnaires d'Etat privilégiés à Athènes. La majorité des gens ne sait vraiment plus comment joindre les deux bouts. Cela ne sert donc à rien de leur dire: C'est à cause de votre dette souveraine. Vu à quel point l'économie est mise à plat, personne ne sait ce qu'il adviendra. Je trouve que c'est la première fois dans l'histoire de l'économie qu'on prescrit à quelqu'un des laxatifs et des cures d'amaigrissement en lui disant: il faut te faire des muscles. Cela ne peut pas fonctionner.

Lors d'une manifestation de la «Zivilen Koalition» au sujet du MES (Mécanisme européen de stabilité) à Berlin, il y a quelques semaines, vous avez dit qu'en Grèce, les personnes handicapées ne recevaient plus de rentes. On n'arrive pas à le croire. Est-ce que vous pouvez expliquer?

Quand on doit diminuer les dépenses partout, les paiements de l'Etat – souvent, le gouvernement ne sait plus comment racler l'argent – tournent généralement court. Et comme vraisemblablement partout, ce sont d'abord les plus faibles qui en sont victimes. Ou bien quelques fonctionnaires pensent pouvoir commencer à faire des économies auprès des plus faibles.

En Crète, une famille nous a raconté que le frère handicapé ne recevait plus rien. Et ce n'est pas un cas unique. Ce qui faisait la société grecque, la coopération et l'entraide, ces liens commencent à se déchirer. Là surgissent des tensions sociales concernant toute l'Europe que nous ne pouvons pas encore mesurer pour le moment.

Mais cela relève de l'hypocrisie de demander aux Grecs des économies sévères. Dans notre propre pays on n'est pas prêt du tout à résoudre les problèmes. En Allemagne, la prime de Noël pour les fonctionnaires va être augmentée de 60 à 100%. Ce n'est qu'un exemple. Chez nous, en Allemagne, personne n'a l'idée de diminuer la dette gigantesque par des restrictions des dépenses. Et cette dette ne concerne pas seulement la Grèce mais aussi toute l'Europe, et aussi l'Allemagne.

Qu'est-ce que les Grecs devraient savoir pour trouver une sortie de la crise?

Il y a 25 ans, la Nouvelle Zélande était dans un état encore pire que la Grèce aujourd'hui. La Nouvelle Zélande a maîtrisé la crise par une dérégulation radicale et une dénationalisation et un grand pas vers le marché mondial. Quand vous commandez aujourd'hui, en Grèce, dans une taverne à la plage, des moules, il est assez probable qu'on vous serve des moules provenant de la Nouvelle Zélande. Il est aussi probable que, dans un hôtel, on vous serve de l'agneau de Nouvelle Zélande, et que l'ail du supermarché soit d'origine chinoise. Ce n'est pas exagéré, nous l'avons vécu.

En Grèce, il faudrait se persuader qu'on pourrait régler les problèmes par une dénationalisation et par un élargissement du marché. Y sont inclus l'abrogation de toutes les lois qui datent du régime des colonels, donc de l'époque fasciste. Aussi faut-il repenser les mesures de protection contre les accidents de travail. Jusqu'ici, ce sont des lois qui, en fin de compte sous couvert de protection, empêchent l'ouvrier de trouver du travail. La Grèce doit accepter une vraie économie de marché. Là, on pourrait les aider.

Mais qu'est-ce qu'on fait au lieu de cela? On veut établir encore plus de bureaucratie européenne. Cela dépend aussi de notre espérance: Si l'on crée cette bureaucratie européenne, nous gagnerons quelques années pour pouvoir respirer et nous dévier de notre propre endettement.

Si nous voulions vraiment aider la Grèce, toute l'Europe, aussi l'Allemagne et surtout la France, commenceraient à diminuer la dette souveraine. Cela serait une réaction adéquate aux spéculations des marchés financiers. Ce que nous faisons en ce moment n'est qu'un report de l'endettement sur la prochaine génération et les années qui suivent, et mènera à une inquiétude toujours grandissante. Sauvons-nous la Grèce, les banques ou sauvons-nous Sarkozy, en ce moment? Personne ne croit plus aux informations officielles.

Qu'est-ce que la Grèce doit donc faire, qu'est-ce que l'Europe doit faire pour reprendre pied?

La Grèce doit mettre en place une administration digne de ce nom. Les Grecs ont révélé une fraude fiscale de 42 milliards d'euros. Maintenant, ils veulent recouvrer cet argent, mais il n'y a pas de service des impôts fiable, les cadastres sont incomplets. La Grèce a donc d'abord besoin d'une structure propre à un pays européen. Puis, ils devraient réduire les impôts et les nombreuses restrictions légales. En même temps, on a besoin d'une restructuration de la dette. Tous ceux ayant prêté de l'argent à la Grèce, savent que le pays est en faillite. C'est une aberration des créanciers de croire que leurs problèmes puissent être résolus par les contribuables européens.

Parallèlement, il faut faire attention à ce que la crise bancaire qui suivra possiblement, c'est-à-dire une pénurie d'argent des banques, soit résolue sur le plan national et qu'elle ne mène pas à l'effondrement mondial du système monétaire – dû pas pour autant à la faillite grecque, mais à celle de tout le monde. Si tous les autres Etats étaient sains et n'avaient pas participé à cette orgie d'endettement, il n'y aurait pas de danger de contagion.

Le reste de l'Europe doit réduire manifestement ses propres dettes souveraines, pays par pays. Chacun pour soi, sans fonds de dettes européen commun par lequel les responsabilités se mélangent de nouveau, et l'endettement continue de plus belle.

En Allemagne, nous avons la péréquation financière entre les Länder, et nous avons bien vu que ni Brême ni la Sarre recevant, depuis des années, de l'argent, ne pensent à en finir avec leur endettement. Et c'est la même chose qu'on veut faire maintenant au niveau européen? Le «davantage d'Europe» pour renforcer prétendument la cohésion européenne, se révèle être en fait un «moins d'Europe», car les tensions surgissant parmi les pays européens augmentent en ce moment au lieu de diminuer. Elles diminueraient au contraire si tout un chacun prenait sa responsabilité au lieu de s'en décharger sur un autre.

On serait là plus proche d'une Europe des patries?

Oui, parce que l'autre Europe, l'Europe actuelle, ne fonctionne pas comme nous le voyons. Si elle avait fonctionné avec le traité de Maastricht et les traités suivants, on n'en serait pas arrivé là. Mais à l'inverse, on a rompu les traités, un pays après l'autre. On a même embelli les chiffres pour devenir membre de l'espace Euro, et cela pas seulement pour la Grèce. La majorité des pays, sauf le Luxembourg, n'aurait pas adhéré si l'on avait sévèrement respecté les critères des traités. La construction de l'espace Euro tout entier, depuis toujours, a reposé sur le mensonge, l'embellissement, et une duperie à propos des marchés. Et maintenant, ça ne fonctionne plus.

Mais les eurocrates veulent rendre les choses encore plus nébuleuses. Alors, on crée un fond de sauvetage qui doit travailler comme une banque et qui a le droit d'émettre des reconnaissances de dettes.

Les dettes pourtant ne diminueront pas si nous distribuons de nouvelles reconnaissances de dettes. La responsabilité que les gouvernements ont face à leurs propres pays a été évincée par les partis voulant gagner les prochaines élections. Tous ont gagné des élections en faisant encore davantage de promesses et de dépenses publiques. Et puisque c'est nous qui les avons élus, nous sommes aussi coupables de la crise. Tant qu'il n'y aura pas de conscience en Europe que les raisons principales des problèmes actuels sont l'endettement souverain et la mentalité de s'endetter, nous allons nous enfoncer encore plus profondément dans la crise, et à la fin nous aurons ou bien une inflation gigantesque, ou peut-être encore pire: l'effondrement du système monétaire tout entier.

Nous vous remercions de cet entretien.

«Discours de Richard Sulík …»

suite de la page 3

l'argumentation se basait sur la «politique mondiale». Je me suis battu pour la possibilité de pouvoir parler aux différents clubs de députés, mais nos partenaires ne l'ont pas autorisé. Le 1er juillet nous voulûmes empêcher que notre ministre des Finances vote en faveur du crédit à la Grèce; les partenaires de la coalition l'ont refusé. Lorsque nous avons rédigé et publié une brochure avec tous nos arguments, nous fûmes accusés de populisme …

Vous pouvez être assurés que nous avons soigneusement étudié tous les traités et autres documents et soupesé les arguments. Nous sommes arrivés à la conclusion que le renforcement du plan de sauvetage de l'euro causera un préjudice massif aux contribuables slovaques. Par massif je veux dire que nous ne parlons ici pas de millions, mais de milliards d'euros qui un jour devront ainsi quitter la Slovaquie pour toujours. Il faudra peut-être deux nouvelles générations pour rembourser ces dommages.

Pour cette raison nous ne voterons pas en faveur du renforcement du plan de sauvetage de l'euro. Je sais que cela nous rend très peu conformes, et cela ne me réjouit pas. Mais il s'agit d'une question de conscience essentielle. Je préfère passer pour un drôle de spécimen à Bruxelles plutôt que de devoir avoir honte devant mes propres enfants. Nous ne sommes pas collés à nos sièges et n'avons pas non plus besoin d'auges pleines. Nous sommes un parti de gens convenables. La seule chose que nous pouvons perdre, c'est notre honneur.

Je tiens la combinaison du vote de confiance avec le vote sur le renforcement du plan de sauvetage de l'euro pour un chantage. J'en suis très étonné, puisque Madame la Première ministre, à laquelle le *SaS* a, parmi tous les partenaires de la coalition, apporté le plus d'aide, s'est exprimé comme suit il y a encore un mois lors d'une journée commune des partenaires de la coalition avec le gouvernement à Castà-Papiernicka: «[…] Je ne vois personnellement pas la possibilité de combiner quelque chose d'autre avec le sujet du plan de sauvetage de l'euro», et «je n'assumerai pas la responsabilité d'une déstabilisation politique ou d'un refus du budget.»

Madame la Première ministre, tu as combiné le vote de confiance avec quelque chose qui est en contradiction avec la déclaration du programme gouvernemental et avec l'accord de coalition. En plus avec quelque chose qui causera un préjudice massif à la Slovaquie, au profit des banques étrangères. C'est pourquoi je te demande en terminant: es-tu vraiment sûre que tu agis correctement? •

Source: *http://strana-sas.sk/rede-von-richard-sulik-uber-den-euro-rettungsschirm/429* du 17/10/11

(Traduction *Horizons et débats*)

«Le premier Non du Parlement slovaque au sujet du plan de sauvetage de l'Euro a été stigmatisé par beaucoup d'observateurs comme une farce de politique intérieure. Pourtant la Slovaquie a réussi, ces dernières années, au prix d'un douloureux effort, à supprimer des faiblesses structurelles et à se régénérer, sans pour autant fuir dans un endettement incontrôlé. L'Europe devrait prendre plus au sérieux la colère grandissante contre les exigences de subventions des Etats aux finances négligentes. Les réformes slovaques, l'élan avec lequel les Estoniens sortent d'une profonde crise économique, ou bien la façon des Finlandais de surmonter l'effondrement des relations commerciales avec l'Union soviétique lors des années 90, montrent comment on procède quand on prend ses responsabilités.»

Source: Peter A. Fischer: «Europa braucht slowakische Tugenden» (L'Europe a besoin de vertus slovaques), in: «Neue Zürcher Zeitung» du 15–16/10/11

Calculs des coûts et avantages de la vie

*par Franz-Joseph Huainigg, député au Conseil national autrichien**

hd. Franz-Joseph Huainigg considère que la remise du prix d'éthique à Peter Singer, en juin 2011, est une gifle magistrale pour les personnes handicapées. Il réclame une nouvelle définition de l'éthique et davantage de dignité humaine.

Le concept d'éthique s'est détérioré en Allemagne tout autant qu'en Autriche. On pourrait supposer que les spécialistes de l'éthique se trouvent du côté de la vie et s'engagent pour elle. Mais ce n'est pas le cas! Le philosophe moraliste australien, Peter Singer, professeur de bioéthique à l'Université de Princeton a reçu, ces jours en Allemagne, le prix d'éthique de la Fondation Giordano-Bruno. C'est une gifle magistrale pour les personnes souffrant d'un handicap, quand on connaît les conceptions d'éthique de ce professeur: Il établit des critères pour le droit à la vie. Par exemple, le poisson est une créature non consciente. Les êtres dotés de conscience sont tout autant les animaux et les embryons humains dès la 18e semaine de grossesse. Les êtres humains sont des êtres conscients à partir de 9 mois, dans la mesure où on peut déceler une compréhension. Les enfants à handicap mental ne possèdent pas, selon Singer, cette compréhension, ne sont donc pas des êtres conscients, n'ont pas de caractère personnel et donc pas droit à la vie.

Qui a droit à la vie?

Alors qu'il refuse le droit à la vie aux enfants handicapés, il exige des droits humains pour les animaux. Dans ses écrits, il prétend que: «leur vie a nettement plus de valeur que celle de certains humains. Un chimpanzé, un chien ou un porc possèdent une conscience de soi nettement plus grande et une plus grande capacité de relations sensées avec les autres qu'un enfant gravement handicapé ou une personne dans un état de sénilité avancée. Si nous prenons de tels critères pour décider du droit à la vie, alors nous devons accorder aux animaux un même droit à la vie, voire un plus grand droit qu'à de telles personnes handicapées ou séniles.» (Singer, «Befreiung der Tiere», Munich 1982, p. 40).

La vie ne relève pas d'une analyse de coûts et avantages

Singer, de conception utilitariste, estime que le bonheur de chacun est lié au profit qu'en tire la société. Dans sa philosophie sur le bonheur, il pousse la réflexion si loin qu'il accepte la mise à mort, dans certains cas, d'enfants fortement handicapés, estimant qu'on peut utiliser l'argent dépensé en soins pour un petit enfant fortement handicapé pour sauver la vie d'un grand nombre d'enfants dans des régions très défavorisées. Il va de soi qu'on doit, au travers de l'aide au développement, aider les enfants défavorisés dans d'autres pays. Mais est-ce une raison pour justifier la mise à mort d'un enfant handicapé? Cette conception d'une analyse des coûts et avantages rejoint les partisans de l'euthanasie du Troisième Reich.

Le calcul suivant pourrait venir de Peter Singer, mais il fut établi par le psychiatre Hoche, au début des années vingt et fournit la base des conceptions du nazisme: «On constate que le montant moyen des dépenses pour l'entretien des êtres idiots atteint 1300 marks par individu pour les soins prodigués. La question de savoir si cette dépense en pure perte se justifie ne se posait guère dans les périodes fastes de la vie économique. Mais les temps ont changé et nous devons nous poser sérieusement la question de savoir si nous pouvons encore nous permettre de vouloir entretenir les êtres faibles de toutes sortes.»

L'euthanasie? Non, merci!

Nous sommes actuellement atteints non seulement d'un changement climatique, mais encore d'une conception de la société inquiétante. On parle ouvertement de l'euthanasie, sous forme p.ex. d'euthanasie active tant en début qu'en fin de vie. Les commissions d'éthique ne sont pas un rempart dans ce domaine. La Commission de bioéthique autrichienne ne s'est même pas déplacée au siège du chancelier (premier ministre) lors du débat sur «l'enfant comme sujet dommageable», mais s'est prononcée, lors d'un vote par circulaire, à l'unanimité contre toute modification de la loi – sans pour autant proposer des alternatives. De telles décisions proviennent d'informations imprégnées d'idéologie et trahissant le besoin de se montrer moderne, libéral et dans l'esprit du temps.

Une nouvelle éthique représentant une «économie de santé»?

Pris dans une mentalité de soumission, on croit devoir se plier aux vœux des politiciens au pouvoir, même non exprimés. L'acteur Tobias Moretti tint en 2007 un discours fort apprécié au château Hartheim sur le «sens moral et devoir de culpabilité» dans lequel il mettait en garde envers la «nouvelle éthique»: «[…] ce qui s'appelait alors hygiène sociale est dénommé aujourd'hui économie de santé. […] «Tant que les hommes sont orientés vers une conception chrétienne et humaniste, on ne devrait pas devoir débattre du droit à la vie d'un être humain, ni d'une personne âgée ni d'une personne handicapée – rien ne le justifie et il n'y a rien à expliquer. Mais, entre-temps, c'est tout de même apparu. La personne qui n'est pas directement heureuse porte atteinte au bonheur de la société, c'est-à-dire à nous. […] Comment peut-on expliquer aux jeunes générations, qui ont à lutter pour leur propre existence, du fait des coûts qu'elles génèrent, que cela enrichit la société de réserver de la place à ce qui n'est pas normal.» (Citation tirée de: Franz-Joseph Huainigg, «Auf der Seite des Lebens» [Du côté de la vie], Vienne 2007, p. 99)

Il faut ancrer la dignité humaine dans la Constitution

Cette remise de prix à Peter Singer n'est pas un accident de parcours. Ses conceptions sont largement répandues et accompagnent une dévalorisation au niveau européen de la dignité humaine. L'intangibilité de la dignité humaine est le fondement des droits de l'homme. Il s'agit de donner un socle stable à ce pilier de la démocratie en ancrant la dignité humaine dans la Constitution autrichienne, en rappelant la période du national-socialisme et de son programme d'extermination de personnes handicapées et en veillant à ce que notre système d'éducation apprenne aux jeunes générations la valeur de la vie. Et finalement, il faut remettre en question l'attribution des sièges à la Commission de bioéthique. Ce n'est pas à la Chancellerie de nommer les candidats, mais à la Commission parlementaire des droits de l'homme, à la Cour constitutionnelle et au Collège des médiateurs. •

* *Franz-Joseph Huainigg* est pédagogue de médias, auteur de livres d'enfants et porte-parole des personnes handicapées pour le parti ÖVP (Osterreichische Volkspartei).

Les personnes handicapées d'abord

sf. En 2007, sous le patronage de *Horst Köhler,* président allemand d'alors, le Musée allemand de l'hygiène de Dresde a présenté une exposition mise à disposition par le «United States Holocaust Memorial Museum» et intitulée «Médecine mortelle, expression du racisme nazi». Des extraits du texte d'accompagnement de l'exposition[1] montrent jusqu'où peut mener l'instrumentalisation idéologique et/ou économique de la science. Ce qui se mit en route de façon relativement anodine et bien cachée derrière des euphémismes s'avéra très vite être un processus d'extermination des éléments les plus faibles de la société. C'est un phénomène qui pourrait se reproduire dans une période de crise imprégnée de la conception matérialiste erronée de l'homo œconomicus – voir ci-dessus l'exposé de *Franz-Joseph Huainigg* sur l'idéologie inhumaine de *Peter Singer* – si les citoyens qui savent ce qui s'est passé ne réagissent pas à temps.

Les commissaires de l'exposition du «United States Holocaust Memorial Museum» estiment qu'entre 1933 et 1945 «200 000 personnes furent assassinées lors des mesures d'euthanasie et 400 000 furent victimes des stérilisations forcées». Ils ajoutent: «Grâce à l'aide de médecins et d'anthropologues, on développa une politique sanitaire qui commença par la stérilisation de personnes considérées comme génétiquement inférieures et conduisit à l'élimination des personnes considérées comme indignes de vivre et à la préparation de l'extermination des juifs européens».

Ayant constaté que dans les années vingt la notion d'«hygiène raciale», traduite par le terme d'«eugénisme», était largement répandue, les auteurs mettent l'accent sur le fait «qu'après 1929, la crise politique et économique dans la république de Weimar avait conduit à ce que l'on approuve également une orientation «négative» de l'eugénisme. Les stérilisations pratiquées dans cet esprit intéressèrent de plus en plus le gouvernement, alors même que des protestations s'élevaient, venues de différents milieux. En outre, de plus en plus nombreux furent les gens qui adhérèrent à la notion de «race nordique» ou «race aryenne» qui représentait un idéal eugénique et raciste, conception qui fut propagée avec plus d'intensité par le parti national-socialiste d'Hitler.

Hitler ayant pris le pouvoir en janvier 1933 et instauré la dictature nazie avec l'aide du pouvoir policier, les critiques du régime furent réduits au silence. Les idées eugénistes furent appliquées dans la politique sanitaire et raciste nazie comme jamais auparavant. De nouvelles lois de stérilisation et de mariage furent édictées qui s'appuyaient sur des conceptions antérieures. On se mit à enregistrer et à mettre à part les individus atteints de handicaps physiques et mentaux ou de maladies considérées comme héréditaires, car on les considérait comme une menace pour la «santé de la population». Les programmes d'hygiène raciale s'en prirent aussi aux juifs et à d'autres minorités considérées comme de race étrangère.

Le 14 juillet 1933, le régime national-socialiste édicta la première grande mesure d'hygiène raciale au travers de la *Loi de prévention d'une descendance atteinte de maladie héréditaire.* Le docteur *Arthur Gutt,* médecin et directeur de la division de la santé publique au ministère de l'intérieur du Reich ainsi que le docteur *Ernst Rudin,* psychiatre et cofondateur du mouvement allemand d'hygiène raciale apportèrent leur aide dans la formulation de cette loi de stérilisation. On s'appuya sur un ancien projet de loi sur la stérilisation volontaire.

On estime que 400 000 Allemands furent stérilisés de force entre 1933 et 1945. La décision de procéder à une stérilisation forcée reposait sur neuf critères de maladies recensées dans la *Loi de prévention d'une descendance atteinte de maladie héréditaire:* «idiotie congénitale», schizophrénie, psychose maniaco-dépressive, épilepsie héréditaire, maladie d'Huntington (maladie héréditaire du système nerveux), cécité et surdité héréditaires, graves malformations physiques congénitales et alcoolisme chronique.»

Lors du déclenchement de la guerre et dans son ombre se mit en marche ce que personne, y compris les Allemands et les politiciens prêchant l'apaisement entre 1933 et 1939, n'aurait pu imaginer en des temps «normaux»: le génocide à grande échelle des êtres les plus vulnérables de la société que l'on avait recensés. «La Seconde Guerre mondiale a servi de prétexte et de couverture pour l'assassinat des «êtres indésirables» qu'on avait déjà écartés de la société et empêchés de fonder une famille. En s'appuyant sur les arguments émis dans les années vingt par des médecins et des juristes, les nazis tentèrent de justifier ces assassinats en les présentant comme des mesures d'«euthanasie» (étymologiquement: bonne mort, mort douce) et de «mort donnée par pitié» (Gnadentod). Des centaines de personnes, directeurs d'institutions, pédiatres, psychiatres, médecins de famille et infirmières participèrent à l'application de ce programme.

Les premières victimes furent les êtres les plus vulnérables de la société allemande: les nouveau-nés et les enfants souffrant d'un handicap physique ou mental. Le ministère de l'Intérieur du Reich ordonna aux sages-femmes et aux médecins de déclarer les malformations congénitales graves. Trois médecins spécialistes examinaient chaque cas et décidaient de la vie ou de la mort des enfants. Entre 1939 et 1945, plus de 5000 garçons et filles furent assassinés par les médecins et le personnel soignant dans la trentaine de «sections spécialisées dans l'enfance» d'institutions et d'hôpitaux. […]»

Les conséquences sont connues: il s'agit du génocide de millions de personnes fondé sur des théories raciales insensées, tel que le décrit de manière impressionnante *Timothy Snyder* dans son livre «Bloodlands».

Et aujourd'hui? Tirer les leçons de l'histoire, n'est-ce pas être capable de reconnaître à temps les premières manifestations d'inhumanité et d'y mettre un terme afin qu'on n'en arrive plus jamais à des crimes semblables à ceux perpétrés par les nazis?

[1] *Deutsches Hygiene-Museum Dresden, http://dhmd.de/index.php?id=1151*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.–
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.–
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.–
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.–
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

L'argent gouverne le monde ou est à son service

par Philippe Mastronardi et Peter Ulrich, membres de Kontrapunkt***

Les Etats ont libéré les marchés financiers sans leur imposer de responsabilités et maintenant le système financier domine le système politique. Sous le régime actuel des marchés financiers, les choses ne vont pas changer. On pourra empêcher les bulles financières spéculatives et stabiliser la situation seulement si l'on n'augmente la masse monétaire qu'au rythme de l'économie réelle.

Il a fallu que des agences de notation rendent leur jugement sur la superpuissance américaine et sur divers pays européens surendettés pour que nous commencions à comprendre à quel point notre économie actuelle marche sur la tête. Des sociétés privées décident de la confiance que l'on peut accorder à des pays entiers et, dans le cas des Etats-Unis, elles justifient leur décision en affirmant qu'il ne suffit pas de rogner sur les programmes sociaux, qu'il faut les réformer fondamentalement. Mais la justification pourrait être toute différente puisque l'«instance» évaluatrice ne doit rendre de comptes à personne. Certes, les gouvernements concernés réfutent ces évaluations mais ne sont pas entendus par les marchés financiers. Les agences de notation ignorent les procédures démocratiques ou constitutionnelles de la séparation des pouvoirs, elles se situent donc manifestement au-dessus et sont fermées à toute discussion. La vérité est décrétée par des experts privés qui obéissent à la logique des marchés et non à la raison publique.

Le fait que les marchés financiers gouvernent de plus en plus l'économie réelle est devenu manifeste au plus tard au moment de la crise de 2008. En outre, aujourd'hui, il apparaît clairement combien ils dominent le monde politique. Un nouvel ordre mondial s'est imposé: le pouvoir suprême appartient aux marchés financiers, puis vient l'économie réelle et finalement l'action politique au sein des pays et entre les pays. Les Etats entrent en compétition internationale pour obtenir les meilleures conditions d'investissement, c'est-à-dire celles qui apportent les profits les plus importants à l'économie privée. Ainsi, la logique concurrentielle nécessaire à l'intérieur des Etats a fait place à une compétition entre Etats presque dépourvue de règles. Maintenant, les intérêts des investisseurs et des entrepreneurs en matière de valorisation des capitaux déterminent largement ce qui est politiquement «possible» et «nécessaire». Et comme l'«industrie financière» qui, à vrai dire, ne produit rien, est naturellement la plus proche de ces intérêts, elle prime sur l'économie réelle. Cette dernière dépend, pour financer ses opérations commerciales, de services financiers efficaces et avantageux mais leurs missions, qui étaient à l'origine au service de l'économie, ne sont plus depuis longtemps au centre de l'économie financière, celle-ci se considérant avant tout comme un secteur de l'économie privée qui, avec ses «produits financiers», «fait de l'argent» si possible sans passer par l'économie réelle.

C'est pour obéir à cette conception privée de la finance qu'au cours des 30 dernières années, les Etats ont considérablement dérégulé l'économie financière si bien qu'elle ne connaît presque plus de restrictions. Pour justifier cette libéralisation des marchés financiers, on a souvent invoqué l'argument qu'elle apporterait un dynamisme nouveau à l'économie tout entière. Or elle a – indépendamment d'une redistribution des revenus et des fortunes au détriment des pauvres et au profit des riches – entraîné avant tout une grande instabilité quasiment impossible à maîtriser dans les situations de crise. En effet, les acteurs des marchés financiers peuvent échapper n'importe quand à des tentatives de régulation qui leur déplaisent en se délocalisant là où les réglementations sont moins strictes ou en menaçant de refuser d'accorder les financements nécessaires et en exerçant ainsi un chantage sur les gouvernements.

Ainsi, par une attitude, tout à fait compréhensible, de peur de la réaction des agences de notation et des marchés financiers, les politiques responsables n'osent toujours pas prendre la mesure consistant à restructurer la dette grecque de manière ordonnée. Ainsi, l'économie financière demande des comptes à toutes les autres forces sans, de son côté, se sentir responsable vis-à-vis d'un quelconque (contre-)pouvoir. Le dicton selon lequel l'argent gouverne le monde est plus que jamais valable: il concerne, outre les détenteurs individuels de capitaux, le système financier mondial dans son ensemble. Le pouvoir systémique d'un ordre capitaliste sans limites se superpose au pouvoir personnel des possédants.

C'est pourquoi, dans ces circonstances, les efforts des gouvernements pour maîtriser la crise semblent dérisoires. Les exigences du monde financier doivent avant tout être satisfaites par des mesures de rigueur prises aux dépens des travailleurs et des contribuables sans qu'on se pose de questions sur leur légitimité. Elles reviennent trop souvent à détruire le ciment social de la solidarité et la cohésion entre les citoyens, fondement de la démocratie. A la suite du caractère malsain des rapports de pouvoir dont nous venons de parler, il n'est plus guère question, quand il s'agit du secteur financier, du principe – généralement accepté en d'autres circonstances – selon lequel les responsables doivent payer. Au contraire, le constat selon lequel ont privatise les profits et socialise les pertes est encore plus valable qu'avant la crise.

La plupart des mesures de soutien des banques systémiques ne sont rien d'autre. Que l'on pense à la reprise de leurs «titres pourris» par les banques centrales, aux «plans de sauvetage», aux programmes de «quantitative easing» (augmentation de la masse monétaire par le rachat d'emprunts d'Etats, de devises, etc.). Ce n'est pas la seule raison mais une raison importante de la montée en flèche de la dette de nombreux Etats. Ainsi, la crise des marchés financiers est devenue une crise de la dette internationale difficile à gérer.

Jusqu'ici, dans le monde, les gouvernements n'ont pas attaqué le mal à la racine. Ils continuent de se contenter de traitements des symptômes qui paraissent dépourvus de ligne directrice. Or les retouches apportées au système ne servent à la rigueur qu'à gagner du temps et ne font que reporter l'effondrement redouté à plus tard, à un moment où les effets seront probablement encore plus graves. Certes, certains Etats sont eux-mêmes en partie responsables de leur endettement colossal: ils ont, par opportunisme, essayé de profiter du dynamisme du monde financier dans la compétition internationale. Mais ce faisant, ils se sont rendus dépendants de la finance au lieu d'adopter une politique contrôlable et comportant peu de risques. Il faut sortir de ce cercle vicieux.

Cette brève analyse montre déjà qu'une profonde réforme du système est nécessaire. Il faut une nouvelle «constitution» (Verfassung) mondiale des marchés financiers qui rattache efficacement les marchés financiers hypertrophiés à l'évolution de l'économie réelle et qui évite aux Etats de devenir le jouet de spéculations financières.

Que faire pour que l'argent ne soit plus le maître du monde mais son serviteur? Les Etats doivent considérer avec sérieux l'approvisionnement en monnaie et en crédits comme une infrastructure économique. Il faut réformer profondément la «constitution» des marchés financiers selon les principes suivants:

1. *L'approvisionnement de l'économie en monnaie et en crédits est un service public.* Le marché financier n'est pas un marché ordinaire dans lequel l'autonomie de chaque acteur est le bien suprême mais un espace public au sein duquel s'accomplit une mission économique et sociale fondamentale. Le secteur financier est un service public.

   L'économie moderne ne peut fonctionner que sur la base d'une responsabilité étatique vis-à-vis de l'approvisionnement en monnaie et en crédits. Ce que, d'un point de vue économique, on considère comme le marché fait partie, au point de vue politique, aux conditions fondamentales d'une économie efficace et doit donc devenir une mission étatique aux points de vue juridique et politique. Il faut décider démocratiquement des parts respectives que doivent prendre à cette tâche les moyens financiers du marché et les acteurs privés.
2. *Le modèle traditionnel de surveillance – le concept de contrôle étatique du marché – doit être remplacé.* Jusqu'ici, selon le paradigme du «libéralisme», les marchés financiers étaient réglementés sur la base d'un modèle dont le principe était que la liberté économique valait pour tous les acteurs. L'Etat n'exerçait qu'une surveillance de caractère policier afin de prévenir ou de remédier aux effets nuisibles. Aussi son action avait-elle toujours un caractère réactif ou correctif et elle ne maîtrisait jamais les causes et la dynamique profondes des problèmes.

   Selon ce modèle, il fallait accepter les crises financières parce qu'elles étaient le prix à payer pour la liberté économique. Elle ne pouvait être que l'occasion de renforcer la surveillance et les conditions générales. Nous constatons maintenant que ce modèle a échoué.
3. *La future «constitution» des marchés financiers doit être axée sur le modèle de la garantie.* Si l'approvisionnement en monnaie et en crédits est un service public, il doit être organisé comme une infrastructure publique, à l'instar de la justice, de l'école, des transports publics et de l'approvisionnement énergétique. Le modèle de surveillance doit être remplacé par le modèle de garantie: l'Etat garantit l'approvisionnement de l'économie en monnaie et en crédits par l'intermédiaire d'acteurs du secteur privé.

   Que représente ce modèle de garantie? Il comprend trois responsabilités qui peuvent être réparties entre l'Etat et le secteur privé. L'Etat doit garantir un approvisionnement efficace de l'économie en monnaie et en crédits («responsabilité de garantie»). Il peut charger des prestataires privés de remplir la mission publique selon des directives et des objectifs («responsabilité d'exécution»). Si les acteurs privés échouent dans leur tâche ou qu'ils outrepassent les limites de leur mandat, l'Etat peut leur retirer ledit mandat et le confier à des tiers («responsabilité d'intervention»).

   Mission de l'Etat ne signifie donc pas nationalisation! Selon le concept moderne de *public governance,* des missions publiques peuvent être remplies de différentes manières grâce à une interaction entre l'Etat et le privé. Seule la responsabilité de l'Etat de fournir un service d'intérêt général a un caractère dominant. La question de savoir dans quelle mesure l'Etat remplit cette mission lui-même dépend des situations et cela doit être décidé démocratiquement.

   En matière de marchés financiers, il faudra répartir les missions entre une instance étatique autonome (en Suisse la Banque

Suite page 7

* Les deux auteurs sont professeurs émérites de l'Université de Saint-Gall: *Philippe Mastronardi* enseignait le droit public et *Peter Ulrich* l'éthique économique.

** *Kontrapunkt*, «Conseil suisse de politique économique et sociale», a été créé à l'initiative du «Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie». Il comprend actuellement 27 membres et s'est fixé pour objectif d'approfondir le débat public, souvent polarisé et superficiel, par des contributions interdisciplinaires fondées sur les connaissances scientifiques actuelles. Il souhaite faire connaître des aspects négligés des problèmes et contribuer à rendre le débat plus objectif.
Les membres suivants de *Kontrapunkt* ont signé ce texte: Beat Burgenmeier, économiste, Université de Genève; Jean-Daniel Delley, politologue, Université de Genève; Peter Hablützel, Hablützel Consulting, Berne; Gret Haller, Université de Francfort-sur-le-Main; René Levy, sociologue, Université de Lausanne; Gudrun Sander, économiste, Université de Saint-Gall; Beat Sitter-Liver, professeur de philosophie pratique, Université de Fribourg jusqu'en 2006; Mario von Cranach, psychologue, Université de Berne; Karl Weber, sociologue, Université de Berne; Theo Wehner, psychologue, Centre pour les sciences de l'organisation et du travail, EPFZ; Daniel Wiener, MAS Arts Management, Bâle; Liliana Winkelmann, M.A., Université de Zurich.

Contact: Secrétariat de Kontrapunkt, c/o ecos, 4051 Bâle, Daniel Wiener, tél.: +41 61 205 10 10 ; *www.rat-kontrapunkt.ch*

Courrier des lecteurs

«Mesures drastiques contre le franc fort»

L'appartenance à une génération d'âge avancé offre l'avantage, grâce aux expériences personnelles faites durant les années de crise de 1930 à 1936, de pouvoir accepter les défis boursiers et économiques mondiaux actuels de manière lucide. – 1936: En septembre, la France dévalua le franc de 30%. Notre Conseil fédéral bloqua immédiatement toutes les opérations boursières, deux jours plus tard, il dévalua le «franc suisse trop fort», en réduisant la parité-or de 30%! Pas de marge de manœuvre pour les spéculateurs! – Et aujourd'hui, en 2011? Une ruée mondiale sur le franc suisse, l'effondrement du dollar et de l'euro, des banques dans un état de risques, des pays de l'UE irresponsablement surendettés, au lieu de réduire leurs dettes, ils les augmentent! En Suisse, nous sommes face à un Conseil fédéral indécis et des politiciens désemparés à tous les niveaux. Et maintenant nous avons une garantie du taux de change de 1.20 frs face à l'euro valable pour les commerçants payant en euros; une éventuelle perte suite à un taux en dessous de 1.20 frs, sera prise en charge par notre Banque nationale!

Quelles furent les conséquences de la dévaluation imprévue du franc français, il y a 75 ans?

Les produits de l'économie nationale ont à peine changé de prix; cependant, les prix de tous les produits importés de l'étranger telles les matières premières, en particulier le charbon, ont considérablement augmenté. Dans les usines, les ouvriers étaient menacés de chômage, nos produits étaient trop chers pour l'exportation. Le remède qui s'imposa était un temps de travail prolongé à salaire réduit, pour l'approvisionnement en matières premières! Dans l'usine de fabrication de machines de Rüti (canton de Zurich), une consultation de la base de tous les employés donna le résultat suivant: soit 20% de licenciements à tous les niveaux, ou tous les employés subissant une réduction de 20% de leur salaire – la réduction du salaire fut acceptée! Les caisses de retraite et d'AVS (Assurance-vieillesse et survivants) n'existaient pas encore! – La conséquence fut la suivante: 20% de moins dans l'«enveloppe» et de la somme restante une déduction unique de 50% pour acheter des parts dans la «caisse assurance des employés» qui allait être créée! – Une note sur l'enveloppe de salaire mensuel de mon père (pour notre ménage de 6 personnes!): «avant 600.– frs; maintenant 500.– frs, déduction pour caisse assurance 250.– frs = contenu de l'enveloppe 250.– frs».

Au plus tard à ce moment-là, tous les concitoyens avaient réalisé ce que signifiait une «période de crise»: renoncer, économiser, agir solidairement! En janvier 1936 (environ 4 millions d'habitants), 124 000 personnes étaient au chômage – fin 1937 encore un peu plus de 65 000 – et il faut le souligner, avec des salaires très bas et souvent plus de 50 heures de travail par semaine, ils étaient reconnaissants de trouver du travail! En revanche, «l'horizon» commença lentement à s'éclaircir! – Ces années de dur renoncement, où nous mangions quotidiennement des pommes de terre, ont fait mûrir tout le monde en ce temps-là! Serions-nous actuellement prêts à affronter une telle situation?

D'ailleurs, nos politiciens responsables auraient pu trouver eux-mêmes dans les statistiques fédérales presque toutes les informations ci-dessus et en tirer les leçons nécessaires! – Apparemment, il est moins fatigant pour certains syndicalistes, de demander «une augmentation de salaire pour l'année prochaine» et de risquer suite à cela une délocalisation définitive de places de travail à l'étranger, que d'accompagner de manière approfondie le défi économique actuel par un propre travail intellectuel.

Josef Lauber, Wetzikon ZH

Trop peu de spécialistes pour les professions techniques – les mathématiques sont le point faible

par Eliane Gautschi et Alfred Burger

En Suisse, un manque croissant de spécialistes des professions techniques se fait sentir. Le rapport MINT du secrétariat d'Etat à l'éducation et la recherche (2010) constate qu'en 2010 on a compté 16 000 places vacantes dans les domaines des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et techniques. Si l'économie devait redémarrer, il en manquerait encore plus. Le choix, par les adolescents, de professions industrielles ou commerciales, ou universitaires, qui demandent assurance et plaisir dans les branches mathématiques, dépend généralement de leurs capacités dans ce domaine: les capacités de calcul et l'envie des adolescents de s'occuper de mathématiques. La question se pose de savoir pourquoi de nos jours tant de jeunes n'ont pas ces capacités, et ce qu'il faut pour les développer assez tôt.

Le manque des fondements

Beaucoup d'entreprises d'apprentissage qui offrent des professions techniques ne trouvent actuellement pas assez de postulants qui conviennent. Dans le temps, notre pays était connu pour la formation de professionnels qualifiés dans des domaines techniques exigeants. Beaucoup d'entre eux ajoutaient à leur apprentissage un séjour de montage à l'étranger en tant que spécialistes recherchés. Cela a changé ces dernières décennies. Les entreprises d'apprentissage constatent que beaucoup d'apprentis n'arrivent plus à suivre les exigences des écoles professionnelles. Souvent, après peu de temps, ils doivent être déclassés à un niveau plus bas, c'est-à-dire au lieu de faire un apprentissage complet ils ne font plus qu'une formation élémentaire. Les maîtres d'apprentissage se plaignent que souvent dans la pratique les apprentis ne sont pas capables d'effectuer les calculs les plus simples. Récemment, un charpentier s'est plaint que son apprenti en deuxième année n'était même pas capable de scier une planche en deux moitiés égales. On entend souvent des affirmations de ce genre. Les enseignants des lycées disent la même chose. Dans plusieurs lycées, on a introduit des cours de rattrapage pour compléter les bases de mathématiques des élèves pour qu'ils puissent seulement suivre les cours à l'école. Même au niveau des universités on a été obligé d'installer de tels cours parce que beaucoup d'étudiantes et étudiants avaient un niveau déplorable en mathématiques. Le taux d'échec aux examens dans les domaines mathématiques et aux études de base en médecine est terriblement élevé.

Tout commence déjà à l'école primaire

Déjà à l'école primaire, beaucoup d'enfants ne savent calculer que de manière très insuffisante. Ils ne maîtrisent la table de multiplication (livret) que de façon incomplète et ont de la peine à calculer un problème de tête. Beaucoup d'enfants n'ont pas l'idée de la place que tiennent les chiffres. Ils ne remarquent donc pas forcément des erreurs grossières de placement de chiffres. Ils sont capables de dire 20 comme résultat de la division de 800 par 4, sans réaliser l'erreur. Ils sont aussi souvent incapables de partager de grands nombres, ce qui est important pour la division et la multiplication. Dans les unités de mesures, beaucoup d'enfants connaissent à peine les mesures comparables et ne peuvent pas se représenter dans la réalité par exemple la longueur d'un kilomètre ou la dimension d'un mètre carré. On pourrait citer beaucoup d'observations de ce genre et les enseignants du secondaire s'en aperçoivent aussi. Cela montre que le malaise a ses racines déjà dans les premières années scolaires. La question se pose de savoir comment nous pourrions y remédier. Qu'est-ce qu'il faut pour que les enfants et les adolescents puissent construire une base pour les mathématiques, et développer de l'intérêt et l'envie d'étudier cette matière.

L'apprentissage des mathématiques dépend, comme tout autre apprentissage, de la relation avec l'enseignant et les camarades de classe. (photo caro)

Un point faible, le nouveau matériel scolaire: la fantaisie remplace la substance

Ces dernières décennies, le matériel scolaire et les méthodes d'enseignement en mathématiques ont changé de façon fondamentale. Cela a des répercussions sur les capacités mathématiques des enfants. Beaucoup des exemples cités ci-dessus s'expliquent avec le nouveau matériel scolaire. Nous allons d'abord les examiner comme une des causes du manque des connaissances mathématiques. Déjà le profane peut reconnaître que le matériel scolaire a changé massivement ces dernières décennies. Du point de vue du graphisme, il est bien fait. Mais il contient beaucoup de choses qui ont moins à faire avec les mathématiques et plus avec des clowneries, et qui détournent les élèves de la matière à traiter. Des éléments ludiques ne se trouvent pas seulement dans le matériel scolaire de primaire mais aussi dans les manuels de secondaire. Beaucoup de manuels ne font plus la différence entre les mathématiques et la géométrie. Certains sont plutôt des livres de lecture avec beaucoup de textes et peu de chiffres, d'autant plus que ce sont des textes qui ne servent pas l'enseignement de la logique. Lorsqu'on creuse plus profondément, on remarque encore d'autres changements bien plus étendus. La matière est complètement hachée et certains domaines ne sont traités que brièvement, puis laissés tomber. Il n'y a pas suffisamment de matériel d'exercice, les problèmes changent d'un devoir à l'autre. Déjà en primaire, les enfants s'occupent de thèmes de secondaire comme les corps géométriques et la probabilité.

Un point faible, les plans scolaires: du hachis mathématique

Dans un grand nombre de cantons, de nouveaux plans scolaires ont été introduits au cours des années 1990, selon lesquels le matériel scolaire s'est orienté. A la place d'un apprentissage constructif et par étapes qui a fait ses preuves, on a introduit le «principe de la spirale». D'après ce principe, apprendre devra se faire en trois étapes: «Effleurer», «travailler» et «consolider». Dans la pratique, ce principe se présente de la manière suivante: l'enseignant «effleure» d'abord un thème et commence déjà après deux pages un nouveau thème. On passe à un problème de mathématiques tout à fait différent, sans avoir travaillé de façon approfondie le premier thème. Les exercices varient constamment, ce qui ébranle un grand nombre d'enfants. Quelque temps plus tard seulement, un thème sera «travaillé» et encore une fois plus tard «consolidé», c'est-à-dire répété de façon que l'élève soit sûr pour travailler ses exercices. Mais dans la pratique on recommence à chaque fois à zéro, parce qu'avec ce principe il n'y aura jamais de bases solides. Il est évident que les enfants ne connaissent pas bien le matériel dès le début. C'est comme si l'on construisait une maison sans fondement, qu'il faut toujours rajuster, bien que les murs soient déjà érigés. C'est bien clair pour tout le monde qu'une telle maison ne peut perdurer – en mathématiques ce principe ne fonctionne pas non plus.

Un point faible, les méthodes d'enseignement: Mais où a passé la pédagogie?

Depuis les années 1990, les enfants sont enseignés par d'autres méthodes d'enseignement. L'accent est mis sur l'apprentissage autonome, l'apprentissage dit de découverte. Les enfants travaillent avant tout d'après des méthodes individualisées, comme le plan de semaine, le «journal de voyage», des ateliers etc. Ils doivent découvrir par eux-mêmes les bases de la mathématique. L'enseignement se fait surtout par des indications écrites, les enseignants se retirent sciemment et se conçoivent surtout comme des organisateurs du processus d'apprentissage. Quand les enfants sont laissés à eux-mêmes et qu'ils doivent découvrir les choses le plus possible par eux-mêmes pendant les cours, une élaboration structurée de la matière est rarement possible, beaucoup de fausses réflexions restent cachées et beaucoup de temps est gaspillé. Certains enfants comprennent la retenue des enseignants comme un manque d'intérêt. C'est surtout dans la matière des mathématiques que cette méthode d'apprentissage est largement utilisée actuellement. L'enseignement avec toute la classe qui a fait ses preuves est dénigré et n'est presque plus utilisé. Un faux principe de la psychothérapie a été transposé dans la pédagogie.

Construction méthodique du matériel scolaire et directives soigneuses des enseignants

Avec le matériel scolaire utilisé actuellement et les formes d'enseignement de découverte, les piliers des cours de mathématiques actuels doivent être mis à l'examen car ils représentent les causes les plus importantes de la problématique décrite plus haut; ils doivent donc être discutés.

La structure du matériel des mathématiques est une des conditions majeures du progrès des enfants dans cette matière. Dans un bon manuel de mathématique, chaque pas d'apprentissage doit se construire logiquement et sans lacunes sur la base du précédent. Les relations mathématiques doivent être expliquées de façon vivante et convaincante pour que les élèves puissent les suivre et comprendre. De cette façon ils saisissent ce qu'ils font et apprennent à y voir clair. Ensuite, la nouvelle matière doit être approfondie et consolidée. Là il faut suffisamment d'exercices, avec une construction logique, et devenant de plus en plus difficiles. C'est une erreur de croire que les enfants ont besoin de beaucoup de distractions et de changements parce qu'ils pourraient s'ennuyer. Les enfants aiment répéter et s'entraîner. En répétant, ils développent la fierté de savoir quelque chose: C'est avant tout cela qui les motive à continuer de s'exercer. Dans cette phase du processus d'apprentissage, les enfants apprennent à appliquer les nouvelles capacités avec assurance et se développent lentement vers des devoirs plus compliqués. Ils peuvent ainsi être guidés vers des problèmes plus complexes, apprennent à reconnaître les questions mathématiques dans des devoirs appliqués (problèmes en texte). La construction suivante de la matière à apprendre s'y joint. Ce qu'ils ont déjà appris sera approfondi dans d'autres contextes, sera répété et ne s'oubliera plus. Comme dans tout autre domaine, le plaisir de la matière grandit lorsqu'on ressent plus d'assurance. Lorsqu'un enfant se rend compte qu'il possède une aptitude, il se réjouit et son intérêt grandit.

Les bases du succès et du plaisir dans les mathématiques sont posées dans les premières années scolaires. En conséquence, c'est le matériel d'apprentissage qui a une importance toute spéciale et doit être

Suite page 8

«L'argent gouverne le monde …»
suite de la page 6

nationale) et un secteur financier privé. A vrai dire, l'expérience nous apprend qu'il faudrait donner à la banque centrale plus de compétences que par le passé.

4. *Dans le secteur financier, il faut imposer la primauté de la démocratie sur le pouvoir économique.* Les Etats doivent retirer aux banques l'autorisation de créer de l'argent. En effet, aujourd'hui, l'argent se crée en grande partie à travers le crédit, quand les clients des banques s'endettent. Etant donné le peu d'exigences en matière de fonds propres, les banques d'affaires peuvent créer de cette manière d'énormes quantités d'argent scriptural qui sert en grande partie à des spéculations sur les marchés financiers, si bien que les banques centrales ont perdu le contrôle de la masse monétaire. A l'avenir, la monnaie scripturale devra, comme les pièces de monnaie et les billets, être un moyen de payement qui ne peut être créé que par la banque centrale (réforme du «Vollgeld», argent couvert à 100%). On rétablit ainsi le monopole monétaire légal. La banque centrale n'émet que la quantité de monnaie nécessaire au développement de l'économie et elle fait en sorte que la masse monétaire reflète le volume de l'économie réelle. Le rôle des banques n'est plus que de distribuer et de gérer l'argent: opérations de payement, octroi de crédits (dans la mesure où ils sont couverts par le «Vollgeld»), services financiers pour l'économie réelle et gestion de la fortune des particuliers. Les banques centrales fixent également les limites de l'activité économique du secteur financier. Elles soumettent à autorisation certaines activités et interdisent les produits financiers nuisibles à l'économie, par exemple les paris sur la solvabilité des Etats.

Dans ce but, il faudra, à l'échelle nationale, des règles constitutionnelles qui précisent quelles décisions doivent être prises démocratiquement, lesquelles doivent être déléguées à la banque centrale et lesquelles peuvent être confiées au secteur financier.

L'argent peut devenir le serviteur du monde dès que l'on se rend compte qu'il menace de nous asservir. L'argent libère, mais seulement si nous le soumettons à notre responsabilité démocratique. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Comme des lemmings en route pour Bologne

«Il serait plus intelligent d'investir toutes ses forces dans le soin de la culture de l'apprentissage»

*par Lothar Schäffner**

Les politiciens de la science l'annoncent régulièrement: Avec le processus de Bologne, on est sur la bonne voie. Ces messages de succès ne se basent pas sur des sentiments de joie dans les universités. Elles ont plutôt le caractère d'un sifflement dans la forêt sombre, dans laquelle on s'est égaré.

Cependant, les politiciens continuent sans hésitation sur le chemin entamé. Ils deviennent des lemmings qui courrent avec persistance et directement vers un gouffre de la politique universitaire. Le processus de Bologne est devenu automatique et il s'isole en grande partie des avertissements. Même à l'étranger, on se frotte les yeux devant ce que les Allemands font de leur culture académique. Quelles sont les raisons de ce procédé sinistre?

Le personnel de l'université s'en arrange. Les véritables responsables de Bologne s'ébattent dans la politique. Ce sont effectivement les dirigeants politiques qui pénètrent dans le champ de la science et de sa culture et qui assignent ainsi à toute cette entreprise toute son importance. Bologne ouvre à la politique et à la bureaucratie finalement aussi la possibilité de pouvoir plus facilement observer et régulariser les évolutions dans les écoles supérieures.

La pression qu'ils exercent sur les universités se poursuit jusque dans les instituts. L'effort à la recherche de ressources, qu'il s'agisse de moyens matériels ou personnels, est conséquemment lié à la question de Marguerite: «Qu'est-ce que tu penses des cursus consécutifs?» Veut-on être capable d'agir, on s'adapte avec le poing dans la poche. Ainsi, un processus automatique a démarré, qui n'est presque plus à freiner parce qu'on ne le remet plus en question. Cela fonctionne.

La conception des cursus de Bachelor et Master n'est pas compliquée. Cependant, nous aurons encore à en porter les conséquences pendant longtemps. Les professeurs, qui sont habiles dans l'administration universitaire, ou qui ont un conseiller académique rusé, arrivent en relativement peu de temps, à concevoir des plans d'études et des règlements d'études correspondants. Avec l'attribution des unités de mesure exigées «Workload» (charge de travail) et «Credit Points» (points de performance) pour les diverses unités d'étude, qui sont dénommées selon le nouveau langage «modules d'études», on s'en sort après quelques exercices. On sait ce qu'il doit en ressortir. La pratique si bien exercée démasque toutefois l'idéologie liée au processus de Bologne. Au centre de cette idéologie se situe l'intention proclamée en grande fanfare que l'on voudrait renforcer le sentiment de justice au moyen des cursus de Bachelor et Master. Le moyen pour cela est la comparabilité des offres d'études par laquelle on veut en même temps augmenter la flexibilité.

«Ce sont les professeurs qui représentent la qualité des universités, et pas les règles formelles. Il y a une performance personnelle liée à la personnalité du maître de conférence qu'on ne peut pas créer par un curriculum et surtout pas copier. Et il existe aussi encore l'intérêt des étudiants de s'orienter selon des personnalités scientifiques. On doit savoir que les élèves, tout comme les étudiants, ne sont pas enseignés par des conceptions ou même des statistiques, mais par des enseignants et professeurs bien réels.» (photo Torben/wikimedia)

> On peut copier les contenus, mais pas les professeurs. Ce sont eux qui représentent la qualité d'une université.

Cependant, ici repose une erreur de raisonnement essentielle. Ce qu'on atteint, c'est tout au plus une flexibilité géographique, mais pas au niveau du contenu. C'est justement celle-ci qui serait nécessaire, si l'on veut être à la hauteur des exigences qui changent en permanence à travers de nouveaux sujets ou champs d'occupation. L'adaptation des contenus d'études aux nouvelles discussions et aux évolutions sur le marché du travail appartient aussi à la liberté scientifique. Cela ne sera plus guère possible avec un programme défini de devoirs fixés pour des années.

Et encore une erreur de raisonnement: des plans d'études peuvent être copiés et utilisés par les différentes universités, mais ils ne peuvent pas toujours être réalisés, car pour cela on a besoin de professeurs d'universités et ceux-ci, on ne peut ni les copier ni les standardiser.

Ce sont les professeurs qui représentent la qualité des universités, et pas les règles formelles. Il y a une performance personnelle liée à la personnalité du maître de conférence qu'on ne peut pas créer par un curriculum et surtout pas copier. Et il existe aussi encore l'intérêt des étudiants de s'orienter selon des personnalités scientifiques. On doit savoir que les élèves, tout comme les étudiants, ne sont pas enseignés par des conceptions ou même des statistiques, mais par des enseignants et professeurs bien réels.

Il n'y a certainement pas que des professeurs universitaires qui brillent en tant qu'idoles scientifiques et dont le rayonnement envoûtent les étudiants. Cela n'est pas non plus une contrainte, car les étudiants sont très différents quant à leurs choix de modèles scientifiques. Ce sont justement les différences qui marquent l'étude scientifique; et il s'agit de les utiliser. La liberté scientifique consiste à effectuer une offre et à s'en servir. Il doit y avoir une variété d'offres uniques et pas une étendue déserte standardisée.

> La contrainte stimule l'aptitude des étudiants à chercher des trous par où passer.

Ce sont les professeurs responsables – tous les collaborateurs scientifiques et les chargés de cours inclus – qui font la culture au sein des universités et aussi entre celles-ci. Leur engagement et leur savoir-faire pédagogique sont ce qui marquent les contenus d'études. […]

Pour créer les conditions cadres nécessaires pour une étude autonome et responsable, on doit trouver d'autres formes d'organisation que celles que présentent les cursus de Bachelor et Master. Nous n'avons pas besoin des études prévues à un rythme trop bref, mais de celles qui permettent un contact à long terme entre les étudiants et les professeurs. Le soin de tels contacts, par exemple par l'intégration des étudiants dans de petits projets de recherche, améliorent considérablement leurs chances dans la recherche d'un emploi.

«Et où demeure le positif, Monsieur Kästner?» *Erich Kästner* a adressé cette question à lui-même face aux nombreuses réactions à ses contributions littéraires critiques, voire même persifleuses dans un de ses poèmes. S'il pouvait exister quelque chose de positif dans ce procédé, alors il s'épuiserait dans l'effet qui est forcément lié à tous les changements, qu'il s'agisse des déménagements, des changements d'emplois ou d'autres mesures. Ici, on range aussi, on déblaie, les choses sont placées dans un autre ordre et, le cas échéant, sont remplacées par de nouvelles. Mais doit-on déboiser toute la forêt, pour y mettre de l'ordre?

Si nous voulons la variété de l'unique, alors il faut aussi accepter les différences, même les saluer par exemple dans les barèmes de notation entre les diverses disciplines. Si les juristes reçoivent la mention «satisfaisant» à leur examen, c'est un examen de bonne qualité. La même notation pour un scientifique des sciences humaines sur le marché du travail signifie plutôt: «Ne vous risquez pas à l'engager.» Ici, il serait insensé d'intervenir en régularisant, même si de telles différences d'interprétation peuvent déprimer un politicien dans le domaine de la formation, qui loue la justice, mais qui ne la comprend que formellement.

Peut-être qu'un regard sur les pays anglo-saxons peut aider, ces pays étant à l'origine du Bachelor et du Master. Là-bas, lors d'une candidature, ce n'est de toute façon pas la notation qui est en première ligne, mais l'université d'où viennent les étudiants. […]

Celui qui s'y connaît dans les divers champs de formation, sait qu'il n'existe jamais de vraie justice. Le fait de déployer tous les efforts et l'énergie contre cette évidence est une lutte contre les moulins à vent. Les dommages collatéraux sont plus grands que les succès possibles. On ne devrait pas se battre à fond pour des questions de justice. Il serait plus intelligent d'investir toutes ses forces dans le soin de la culture de l'apprentissage. •

Source: Article légèrement abrégé paru dans la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* du 17/7/11
© Tous droits réservés. Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à la disposition par les archives de la Frankfurter Allgemeine Zeitung.
(Traduction *Horizons et débats)*

* L'auteur est professeur à l'Institut de pédagogie professionnelle et de formation pour adultes de l'Université de Hanovre.

«Trop peu de spécialistes …»
suite de la page 7

construit d'après les principes que nous venons de citer.

Les enfants doivent apprendre à se sentir à l'aise dans les chiffres décimaux. Ils doivent élaborer une représentation de la place des chiffres, développer une image intérieure, savoir ce que représente un certain nombre. Avec les opérations de calcul de base, élaborées dans les manuels de façon méthodique et logique, ils commencent à se mouvoir dans l'espace des chiffres et se procurent peu à peu plus de sécurité avec les questions mathématiques. Pendant toute la scolarité, le training continuel avec le calcul oral ou de tête est très important. Les élèves y exercent les représentations intérieures, leur image des chiffres, acquièrent plus de sécurité et de vitesse pour résoudre les devoirs par écrit et consolident leur représentation de la place des chiffres.

Sur cette base, l'enseignement des mathématiques devra se construire les années à venir. Des parties essentielles de la matière sont l'élaboration pas à pas de la place des chiffres, le passage de la dizaine et son élargissement aux centaines, aux milliers, la table de multiplication et les premiers calculs avec les mesures. A partir de la quatrième s'y ajoutent les fractions, les chiffres décimaux, la règle de trois, les calculs avec les monnaies étrangères etc.

Pour éveiller le plaisir et l'intérêt pour les mathématiques, l'enfant a besoin de beaucoup de directives par les adultes. Là il faut parler de la didactique des mathématiques. L'apprentissage des mathématiques peut être comparé avec l'apprentissage de la marche des petits enfants. La mère doit sentir quand le moment est venu, elle le dirige soigneusement et évite de le décourager. Elle établit le processus d'apprentissage pas à pas, lui donne le soutien nécessaire et augmente les difficultés de façon adaptée. Avec l'écho qu'elle donne aux progrès de son enfant, elle augmente son plaisir et sa motivation. Dans cet échange, l'enfant est de plus en plus sûr de lui et s'encourage de plus en plus. L'idée ne viendrait à personne de laisser l'enfant seul pour apprendre à marcher. C'est comparable à la structuration des capacités mathématiques, le processus d'apprentissage doit s'orienter selon ce principe. L'apprentissage mathématique est comme tout apprentissage une question de relation avec l'enseignant et avec les camarades de classe. Certains enfants apprennent à partir des erreurs des autres, ils observent bien, se comparent aux autres élèves et s'encouragent mutuellement pour s'améliorer. L'enseignant connaît la matière, avec les obstacles qu'il faut surmonter. Il peut donc la préparer et la structurer à petits pas. Il sait où il est nécessaire de diriger et où les élèves peuvent se débrouiller tout seuls. Avec une présentation soignée, les élèves peuvent structurer les devoirs mathématiques et rendre visible chaque pas. L'enseignant a aussi le devoir de diriger les élèves et d'exiger une présentation propre de leurs cahiers. Les élèves ont droit à ces préparations, car ce sont les conditions importantes pour le succès et le plaisir avec la matière.

Conclusion: Avec le matériel scolaire méthodiquement préparé et les directives soigneuses des institutrices et instituteurs, l'enfant développe pendant sa scolarité les composants des solutions des problèmes mathématiques. Au fil du temps, ils peuvent se résumer à des cercles de problèmes toujours plus globaux. Les mathématiques deviennent ainsi un outil pour la solution de questions qui se posent par exemple dans les domaines de professions techniques. De cette manière, les jeunes d'aujourd'hui pourront à nouveau se passionner pour des professions qui ont pour condition la pensée mathématique. Les générations précédentes, elles, y sont bien arrivées. •

(Traduction *Horizons et débats)*

> «Il est faux de dire qu'il ne vaut pas la peine d'acquérir un certain savoir parce que tout savoir devient caduc en peu de temps. Dans cinquante ans encore, les langues fonctionneront en gros selon les mêmes schémas, les affluents du Rhin seront toujours à leur place et les fleurs des champs seront toujours les plus fréquentes. Il existe donc un noyau dur sur lequel il faut insister et que l'on peut étoffer le cas échéant. L'instruction ne saurait être assez conservatrice. C'est seulement ainsi qu'elle peut, au besoin, produire des rebelles alors que des programmes qui changent constamment ont pour seul effet que les âmes se perdent dans l'histoire.»
>
> *Source: Burkhard Müller, «Wer spricht von Siegen, wenn Überstehen alles ist?», in: Süddeutsche Zeitung, 20-21/8/2011 www.kontraproduktive-bildungsreform-ueberstehen-ist-alles-1.1132927*
>
> *(Traduction Horizons et débats)*